

---

*La FNEEQ-CSN et la CSQ seront les hôtes, au début de mai prochain, de la IXe Conférence trinationale pour la défense et la promotion de l'école publique<sup>1</sup>. À tous les deux ans, cette conférence permet à des délégués syndicaux, mais aussi à des militantes et des militants en provenance des trois pays nord-américains, de se rencontrer et de discuter de la situation de l'école publique qui, on s'en doute, est passablement différente dans leurs pays respectifs.*

## **Une conférence trinationale à Montréal**

### **LE MEXIQUE : UNE RÉSISTANCE DÉMOCRATIQUE QUI S'ORGANISE**

Au Mexique, les conditions de travail – salaires, retraite et sécurité d'emploi – sont, à plusieurs endroits, tout simplement révoltantes. Dans plusieurs états, les droits des travailleurs sont carrément bafoués et les tentatives de résistance étouffées dans la violence.

En 2006, Oaxaca a été le foyer d'une telle révolte. Enseignantes et enseignants se sont joints à un front populaire qui a paralysé la ville pendant plusieurs semaines. Ce front populaire a diffusé les messages de la résistance après la prise de contrôle d'un poste de radio local, dressé des barrages sur la route et tenu une grève générale. Le gouverneur de l'État a envoyé l'armée pour épauler la police locale, ce qui a généré des affrontements violents qui ont fait quelques morts et au cours desquels plusieurs militantes et militants ont été incarcérés. La FNEEQ avait d'ailleurs, à l'époque, participé à une délégation internationale dont la visite en sol mexicain avait permis la libération d'une trentaine de ces prisonniers politiques.

Malheureusement, la situation de nos collègues enseignants mexicains est aggravée par la corruption généralisée qui règne au sein de leur syndicat national, le SNTE. Les accointances de la haute direction de ce syndicat avec le gouvernement ne sont plus un secret pour personne et on parle tout autant de détournements d'argent que de graves manquements à la démocratie. Ce syndicat vient d'ailleurs d'être exclu de l'Internationale de l'éducation (IE). Plusieurs sections locales tentent cependant de développer, dans leurs rangs, une branche dite «démocratique» qui veut faire changer les choses. La vingtaine de délégués mexicains qui assisteront à la conférence de Montréal font partie de ce courant.

---

## LES ÉTATS-UNIS, TERRE BÉNIE DU PRIVÉ

Chez nos voisins du Sud, le trait marquant de la situation est sans doute l'omniprésence de l'entreprise privée, dans tous les secteurs de l'éducation. Les États américains confient de larges pans de la réalité scolaire au privé (l'évaluation des élèves, par exemple, ou celle des établissements) quand ils ne délèguent pas complètement la mission éducative des écoles à des firmes privées : à Los Angeles, le gouvernement de la Californie entend faire passer, dès septembre, plus de 250 écoles aux mains du secteur privé, en abrogeant au passage, dans certains cas, les conventions collectives.

On part donc de loin, d'autant que la volonté de résistance à cette dérive vers le secteur privé n'imprègne pas nécessairement beaucoup la culture syndicale, au pays de la libre entreprise. Il est donc difficile, pour l'instant, de compter beaucoup sur les organisations syndicales elles-mêmes pour renverser la tendance. Cependant, à plusieurs endroits, il se forme des groupes mixtes de parents, d'enseignantes et d'enseignants qui tentent de sensibiliser ces organisations à l'urgence d'agir. Il reste toutefois beaucoup de chemin à parcourir... Dans l'une des réunions préparatoires à la conférence de mai, un délégué fort sympathique de Seattle s'est finalement décidé à lever la main et à demander candidement : « *Je vous écoute avec attention depuis le début, mais quelqu'un pourrait-il m'expliquer ce que c'est, le néolibéralisme?* »

## ET CHEZ NOUS?

La conférence de mai permettra aussi de faire le point sur la situation de l'école publique, au Québec comme dans le ROC (le «*Rest of Canada*»). Nous accueillerons ainsi des représentants syndicaux de la Colombie-Britannique, du Manitoba et de l'Ontario.

De manière générale, au cours de la fin de semaine, il sera question de résistance organisée à l'intrusion du privé en éducation (un des ateliers du samedi portera d'ailleurs sur les luttes gagnantes à cet égard) ainsi que de promotion de l'école publique. D'autres thèmes seront également abordés, notamment la question des autochtones et celle du financement de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Une déclaration en faveur de l'école publique, dont le projet a été mis sur le site web de la conférence, sera adoptée le dimanche matin.

La conférence d'ouverture, «*Pour une éducation publique et démocratique en Amérique du Nord*» – le vendredi 7 mai à 19 heures à la salle Marie Gérin-Lajoie de l'Université du Québec à Montréal (local J-M400, niveau du métro, 405 rue Ste-Catherine est) – est un événement grand public et gratuit.

Pour l'ensemble de la conférence trinationale, la FNEEQ paie l'inscription des membres intéressés à y participer mais, **comme les places sont limitées**, il faut faire vite et signaler son intérêt à Sylvie Patenaude ([sylvie.patenaude@csn.qc.ca](mailto:sylvie.patenaude@csn.qc.ca) ou 598- 2053).

---

<sup>i</sup> Elle aura lieu cette année les 7, 8 et 9 mai à l'UQAM. Tous les détails sur [www.trinationalcoalition.org](http://www.trinationalcoalition.org)